

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-zombie-de-trop-A-gauche-l-atonie-avant-deces-ou-l-attente-d-un-electrochoc-8082.html>



Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?



- Les Articles -
Publication date: mardi 31 décembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Alors que les nouveaux anciens gouvernements Macron continuent de vouloir imposer la même politique, avec l'extrême-droite prête à reprendre le flambeau si nécessaire, alors que « la gauche » a essuyé deux échecs majeurs (en 2023 pour les retraites, en 2024 pour la prise de contrôle du gouvernement malgré une arrivée en tête des législatives), rien ne semble bouger, pour l'instant.

Après ces deux échecs retentissants des tactiques électorales et de celles des grosses manifs avec un peu de grèves, on aurait pu s'attendre à une multiplication des forums, assemblées, débats, contestations... pour interroger et remettre en cause en profondeur les stratégies et objectifs employés depuis des lustres par les partis, syndicats et toutes les structures qui gravitent dans leur sillage. On aurait pu s'attendre à une forte remise à jour des analyses critiques sur ce qu'est au juste le système étatico-capitaliste en place, sur l'absence de démocratie et sur le verrouillage suicidaire de la civilisation industrielle.

Mais ...RIEN, NADA. Soit le « peuple de gauche » est sidéré, résigné, soit il continue d'appliquer mécaniquement les mêmes recettes éculées avec le très vague espoir que la fois prochaine ça marchera mieux malgré une situation toujours plus dégradée en sa défaveur.

Que ce soit dans les « états major » ou dans les « petites mains », on dirait qu'il n'a été tiré aucune leçon des années passées, et qu'on ne veut surtout pas prendre la peine d'en tirer.

Cette attitude est toxique, suicidaire, elle ouvre encore plus grande la voie aux politiques les plus réactionnaires, autoritaires, capitalistes, écocidaire et antisociales.

En Drôme, les quelques tentatives d'assemblées populaires après les législatives n'ont pas attiré grand monde et n'ont débouché sur rien. Les députés de gauche ne proposent rien d'autre que de faire de l'agitation à l'assemblée nationale, d'arracher quelques réformes ciblées et des mouvements « citoyens » locaux pour les soutenir et préparer les prochaines élections. Le désert, la misère quoi.

Les collectifs politisés hors partis/syndicats stagnent ou régressent.

C'est l'atonie, l'électroencéphalogramme plat avant le décès ?, ou l'attente inconsciente d'un électrochoc pour sortir du coma ?

En attendant, les puissants continuent d'avancer leurs pions, de consolider leur pouvoir, de verrouiller le terrain et d'alimenter les ravages.



Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

Macron va-t-il devoir démissionner ?

Une partie de la presse possédée par les milliardaires se désolidarise du Président. La fin d'une époque ? Décryptage.

Alors qu'ils l'avaient porté au pouvoir en 2017 par une propagande unanime, les bourgeois semblent être en train de lâcher Macron. **Depuis la dissolution, les troubles politiques impactent directement l'économie. Et ça, les bourgeois, ça les énerve.**

Il suffit pour s'en convaincre de s'intéresser au traitement médiatique de ces dernières semaines. **Alors qu'aucune critique du roi n'était permise, aujourd'hui elles pullulent. L'oligarchie des grands patrons de presse mise maintenant sur son nouveau poulain : l'extrême droite** (et Louis Sarkozy sera sûrement le suivant).

La toute puissance et le racisme de Macron ne sont pourtant pas nouveaux

À la veille de Noël, Le Parisien a par exemple accordé un entretien à Jean-Luc Mélenchon appelant à la démission de Macron. Un choix éditorial tout sauf anodin. **Le Monde a de son côté révélé, dans quatre longs articles très documentés et basés sur 90 témoignages de l'entourage présidentiel, de nombreux propos et attitudes scandaleuses de Macron**, notamment : « Le problème des urgences dans ce pays, c'est que c'est rempli de Mamadou », ou encore des insultes homophobes comme « Petit pédé » ou « grande tarlouze ». La toute puissance et le racisme de Macron ne sont pourtant pas nouveaux, et les cercles qui côtoient le pouvoir en sont informés depuis longtemps. Pourquoi choisir aujourd'hui pour rendre public ces propos ?

Le capitalisme produit des crises à répétition qu'il ne peut réguler lui même

Le capitalisme est un système intrinsèquement contradictoire. Il produit des crises à répétition qu'il ne peut réguler lui même. Depuis la crise de 1929, les États ont appris à réguler, réglementer et investir pour résoudre les crises. Le dernier grand exemple en date est celui du Covid, la décision de mettre à l'arrêt l'économie ne pouvait être prise par les entreprises. Pourtant celles-ci ne pouvaient continuer à fonctionner avec le risque sanitaire que représentait alors le Covid.

Il a donc fallu l'intervention de l'État pour réguler le travail, réglementer le ralentissement de l'économie et investir pour maintenir les salaires. Néanmoins et contrairement à la mise en scène de Macron à ce moment là, ces annonces mises en place par le décret du 16 mars 2020 d'Édouard Philippe alors Premier Ministre ont été suivies d'une loi votée à l'Assemblée Nationale afin d'encadrer ces mesures. C'est bien ce dernier point qui est primordial. La gestion de la crise Covid n'a pu être faite ainsi que parce que Macron avait la majorité absolue à l'Assemblée Nationale.

Depuis, Macron a démarré un second mandat chaotique et gouverné presque exclusivement par 49.3. Jusqu'en juin 2024, l'Assemblée Nationale ne censurait pas le gouvernement par peur de la dissolution. Mais l'été dernier, Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale suite aux élections européennes largement perdues au bénéfice du Rassemblement National.

Ce coup de poker politique n'était alors connu que de peu de personnes, il a surpris son propre camp politique jusqu'à ses plus proches, mais aussi ses soutiens parmi la bourgeoisie la plus puissante. Par exemple Bernard Arnault, que la dissolution a mis hors de lui. Le milliardaire a d'ailleurs mis des coups de pression pour s'assurer que Macron ne nommerait pas un-e Premier-e Ministre issu-e du NFP pendant les Jeux Olympiques, parti arrivé en tête

Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

des élections législatives anticipées. Les récents articles de presse semblent ainsi montrer un changement de stratégie d'une partie de la bourgeoisie.

Macron vient de nommer Bayrou, un opportuniste médiocre, pour ne pas perdre ses rares soutiens à l'Assemblée Nationale. Bayrou a lui-même nommé un gouvernement comportant 19 Ministres du gouvernement Barnier reconduits et d'anciens ministres macronistes comme Gérald Darmanin ou Aurore Berger. **Plus personne ne le soutient, à tel point que même le politicien le plus détesté de France, Manuel Valls, a réussi à revenir sur le devant de la scène.**

Ce gouvernement ne tiendra probablement pas plus que quelques semaines, car il compte reconduire les mêmes politiques macronistes dans une Assemblée Nationale sans majorité pour les macronistes. Pourtant Macron a besoin de faire voter le budget 2025. Ce budget, qui s'annonçait d'une austérité sans précédent, est attendu par la bourgeoisie qui compte dessus pour améliorer sa rentabilité : un jour férié en moins, des coupes drastiques dans les services publics, des jours de carence en plus, le maintien des cadeaux fiscaux aux entreprises, etc.

Macron ne peut plus faire passer les lois attendues par la bourgeoisie

L'aveu de faiblesse de Macron est immense, il ne peut plus débloquer la situation pour faire passer les lois attendues par la bourgeoisie qui l'a élu. Son hubris a conduit la France dans l'impasse et l'instabilité.

C'est pourquoi ses plus grands soutiens en 2017 sont en train de le lâcher. Le Parisien appartient au groupe LVMH, Le Monde est contrôlé par Xavier Niel qui est le gendre de Bernard Arnault. Récemment, on découvrait ainsi que ces deux médias ont lâché la bride aux articles critiquant le camp Macron. Celui-ci a raté son pari de la dissolution, qui reposait soit sur le retour d'une majorité dans l'hémicycle pour reprendre le contrôle grâce au barrage républicain qui l'avait élu en 2017 et 2022, soit d'aller au bout de son idéologie en mettant l'extrême droite au pouvoir. Tout a raté. Macron s'est montré imprévisible et incompetent, alors que les ultra-riches aiment contrôler la situation politique. Ils cherchent donc un nouveau serviteur.

Macron s'est montré imprévisible et incompetent, alors que les ultra-riches aiment contrôler la situation politique. Ils cherchent donc un nouveau serviteur.

De son côté, l'extrême droite a, depuis des années, parfait son image auprès de la bourgeoisie en prenant soin de réduire au néant son programme social tout en conservant sa base électorale par des fausses solutions aux problèmes que pose le capitalisme : la xénophobie. Cette base électorale étant de plus en plus solide, et les grands patrons de plus en plus rassurés par son programme, le basculement s'accélère.

Le fascisme a toujours été la roue de secours du grand capital : l'extrême droite remplace la lutte des classes par la suprématie blanche et le nationalisme

Le fascisme a toujours été la roue de secours du grand capital : l'extrême droite remplace la lutte des classes par la suprématie blanche et le nationalisme.

Si les médias du groupe Bolloré ont déjà, depuis longtemps, pris le train en marche par pure idéologie raciste et réactionnaire, les signaux envoyés par les autres grands médias montrent qu'une partie de la bourgeoisie est d'ores et déjà prête à voir advenir l'extrême droite au pouvoir. Mais ce n'est pas tant l'extrême droite qui les intéresse ici, c'est bien débloquer les institutions au plus vite pour poursuivre la course au profit.

Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

Plusieurs raisons expliquent pourquoi ce basculement arrive avec la nomination de Bayrou et non de Barnier. Premièrement la force du « Front Républicain » qui s'est opérée pour empêcher l'extrême droite de gagner le second tour des législatives est affaiblie. **Le « Front Populaire » n'en a eu que le nom : contrairement à 1936, quand la victoire de la gauche avait été suivie de grèves massives et de blocages pour imposer l'application d'un vrai programme social, la semi-victoire de juillet dernier n'a été suivie de... rien. La rue est d'un calme absolu depuis plus de 6 mois et les directions syndicales semblent dans le coma, malgré les coups de force du pouvoir. L'atonie semble générale.**

La nomination de Barnier a renforcé la résignation de la population ainsi que sa méfiance à l'égard des institutions, le gouvernement Bayrou composé de Darmanin et Valls est un coup supplémentaire aux dernières illusions démocratiques, ce qui fragilise encore davantage un hypothétique « Front Républicain ». **La lassitude, conséquence des coups de force de Macron, pourrait bien avoir fait basculer une partie de l'électorat dans le refus de participer aux prochaines élections qui, rappelons-le, si Macron devait démissionner, devrait être organisée dans les 35 jours qui suivent. Aucune force politique ne sera plus prête que le Rassemblement National.**

Deuxièmement, Donald Trump vient d'être élu au États-Unis. Son programme à la fois néolibéral et néofasciste risque de redistribuer les cartes du capitalisme mondial : il annonce des mesures protectionnistes pour les USA, qui vont mettre en péril certaines entreprises, en particulier européennes. Il est primordial pour la classe possédante française de rester compétitive. **Aussi, à l'instar d'Elon Musk nommé à la tête d'un ministère de l'« efficacité gouvernementale », les grands patrons français souhaitent accélérer les réformes libérales et le massacre des institutions, à l'exception des forces coercitives comme la police qui servira comme toujours de milice à l'État pour préserver les intérêts des entreprises.**

Toutefois ces coup de forces de Macron font aussi tomber le masque de l'État. D'ordinaire, le président de la République a un rôle d'illusionniste, celui de laisser penser que l'État est au service des citoyens et que c'est le peuple qui dirige, notamment grâce aux élections. Macron a méthodiquement abimé les institutions et les gouvernements illégitimes de Barnier et Bayrou ont accentué le désintérêt envers les institutions. **La bonne nouvelle, c'est que plus rien ne fait désormais illusion, les masques sont tombés. Ce n'est qu'en cessant de déléguer l'ensemble de la politique à la classe possédante radicalisée qu'il est possible de sortir de la route vers l'extrême droite tracée par Macron.**

Comme le disait Mikhaïl Bakounine, théoricien de l'anarchisme et philosophe russe qui a notamment écrit sur le rôle de l'État : « Y a-t-il jamais eu, à n'importe quelle époque, dans n'importe quel pays, un seul exemple d'une classe privilégiée et dominante qui ait fait des concessions librement, spontanément, et sans y être contrainte par la force ou la peur ? »

- ▶ source, avec liens : <https://contre-attaque.net/2024/12/30/macron-va-t-il-devoir-demissionner/>
- ▶ Voir aussi :
 - [Toutou du MEDEF : Bardella à genoux devant les patrons pour justifier la censure](#) - Après la censure, Bardella veut rassurer les grands patrons : le RN a voulu les protéger des hausses d'impôt. Sous les dorures d'un hôtel 5 étoiles, invité d'un club select du grand patronat, Bardella est venu expliquer comment il compte poursuivre l'oeuvre d'Emmanuel Macron pour les plus riches. + [Ce 13 décembre, dans les salons cossus de l'hôtel du Collectionneur à Paris \(VIIIe\), ils seront près de 150 cadres du CAC 40, anciens ministres ou diplomates à venir écouter l'invité d'honneur du Chinese Business Club](#) : le président du Rassemblement national, Jordan Bardella. (...) Le discours de Bardella a dû rappeler des souvenirs aux habitués du club. Emmanuel Macron en a été l'invité d'honneur en 2015, alors qu'il était ministre de Hollande et s'attelait à détruire le code du travail et toute

législation en faveur des travailleurs. **De fait, Jordan Bardella a promis qu'avec le RN au pouvoir, tous les cadeaux faits aux plus riches par Macron seraient maintenus** : « Il n'y a rien de pire pour les entrepreneurs et les entreprises françaises que de donner une direction pendant cinq ans et de prendre la direction inverse dans les cinq années qui suivent. »

Jordan Bardella est même allé plus loin, martelant tout au long de son discours sa volonté de lever les « contraintes » des chefs d'entreprise. Il faut entendre par-là : casser le code du travail, réduire les droits syndicaux, réduire les normes de sécurité au travail, les normes environnementales, baisser la fiscalité des patrons etc. **En définitive, Bardella est venu dire aux patrons, que ce que Macron et Bruno Le Maire sont désormais trop cramés pour réaliser, le RN le fera à leur place.** (...)

- [Le patronat passe-t-il à l'extrême droite ?](#) - Le Rassemblement national semble ne plus faire peur aux grands patrons français. Certains sont déjà des soutiens de l'extrême droite, quand les grandes organisations patronales se taisent alors que le RN est aux portes du pouvoir. Décryptage.

En 2022, à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle, le Medef avait appelé à faire barrage à Marine Le Pen et à voter pour Emmanuel Macron. Deux ans plus tard, alors que le Rassemblement national est sorti en tête du premier tour des législatives et qu'il est toujours en position d'obtenir une majorité, absolue ou relative, à l'Assemblée nationale, le patronat se fait plus que discret. (...) L'absence de réaction des grandes familles du capitalisme français et des patrons du CAC40 a validé le message : rencontrer Marine Le Pen et Jordan Bardella n'est plus honteux. (...) « Quatre cadres dirigeants de banques et de grandes entreprises » ont estimé auprès du quotidien économique que « la gauche serait encore pire que le Rassemblement national ». « Oui, j'ai des échanges avec le Rassemblement national, parce que je considère que ce parti n'est plus extrême, qu'il est républicain, et qu'il faut travailler avec eux », assène même Sophie de Menthon, présidente de l'organisation patronale Ethic (...) « Le RN n'affole plus personne », dit un petit patron aux Échos après le premier tour. Si, sur le terrain, certains patrons dépendant de travailleuses et travailleurs immigré-es s'interrogent, une étude d'opinion publiée fin juin estime que 27,5% des patrons placent le RN et ses alliés comme ceux qui « offrent le plus grand soutien aux entrepreneurs ». À se demander si on assiste à une mélonisation du RN, ou bien une bollorisation du patronat.

- [Patrons français, du ras-le-bol de l'Etat à la tentation trumpiste](#) - Les propos de Luc Rémond (EDF), Xavier Niel (Iliad) ou Jean-Laurent Bonnafé (BNP Paribas), contre la bureaucratie ou le trop d'impôts, reflètent une colère qui amène certains à désirer une réforme du type de celle confiée à Elon Musk aux Etats-Unis. (...) Pierre Gattaz, l'ancien président du Medef, qui ne manque pas une occasion de fustiger la « folie bureaucratique » en France, va même un cran plus loin. **Dans une publication très vue sur LinkedIn, l'ex-patron des patrons, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, lançait : « Faudra-t-il un Donald Trump, un Elon Musk ou un Javier Milei en France pour arrêter ce délire ? »**, tout en relayant une vidéo de Jean-Philippe Tanguy, le député Rassemblement national (RN) de la Somme, ironisant en commission des finances de l'Assemblée nationale sur la surenchère administrative.

(...) Evidemment, cette colère grandissante n'a pas échappé à certains, à droite, qui y voient un moment propice pour récupérer les patrons orphelins du fillonisme et les déçus du macronisme. Sur ce point, d'ailleurs, le divorce était consommé avec l'Elysée, bien avant la dissolution de l'Assemblée nationale. « Si les rapports entre grands patrons et pouvoir politique, déjà bien établis, se sont encore resserrés sous le septennat d'Emmanuel Macron, le plus probusiness des présidents de la Ve République, ils se sont détériorés au fur et à mesure que les réformes souhaitées du périmètre étatique et des modes de gestion des administrations publiques ont fait long feu. A leurs yeux, Emmanuel Macron est un étatiste non repenté doublé au final d'un mauvais gestionnaire »

(...) Une forme de convergence entre les idées de l'extrême droite et celles du monde patronal semble se dessiner ; paradoxal quand on sait que le RN a contribué à faire tomber le gouvernement Barnier pour défendre l'indexation des retraites, alors que ces dernières constituent le poste principal des dépenses publiques dont la réduction drastique est réclamée par les entreprises. La confiance de Xavier Niel à L'Opinion - « quand même, un truc hallucinant, c'est que ces derniers jours, vous avez l'impression que, au-delà de quelques personnes dans le bloc central, le seul raisonnable sur le soutien aux entreprises, c'est Jordan Bardella. C'est effrayant... » - alerte sur le risque d'une porosité croissante entre le libéralisme décomplexé du monde patronal et un certain discours populiste et libertarien.

► NOTE :

Du Trumpisme au lepénisme, il n'y a qu'un (mini) pas, que de nombreux grands patrons sont prêt à franchir. Si la droite est à la ramasse et ne peut plus servir efficacement leurs intérêts, la plupart des petits et grands patrons préfèrent largement l'extrême-droite à la gauche. D'autant que le RN fait tout ce qu'il peut pour rassurer le patronat et pour montrer qu'il ne prend(ra) pas de véritables mesures sociales.

Au delà de ces tambouilles glauques, on peut constater que l'absence d'un large projet/front politique anticapitaliste et démocratique clair et radical laisse le champ libre aux ultracapitalistes autoritaires qu'ils se disent du centre, de la droite ou qu'ils soient à l'extrême-droite. Sans perspectives révolutionnaires de franche rupture, théorique et pratique, c'est la poursuite de la même politique, en pire, qui s'impose partout.

La recomposition électorale de l'extrême centre ayant pour l'instant échouée, le macronisme étant dans les choux et le PS (minoritaire) restant du côté de la gauche, il reste aux capitalistes l'option de l'extrême-droite. Nouvelles élections ou pas, on va voir en 2025 s'ils se lancent vraiment dans cette ornière ou s'ils sortent autre chose de leur chapeau (l'article 16 par exemple ?, voir plus bas - Une guerre ?).

...A moins que "la gauche" (ou un soulèvement imprévisible type "gilets jaunes") ne se resaisisse et rebatte les cartes via la rue et la grève ?

François Bayrou, le retour du dinosaure de la démolition sociale

► [François Bayrou, le retour du dinosaure de la démolition sociale](#)

Il a l'air grave quand il parle François Bayrou. Avec son élocution lente, et sa grosse tête au front trop large et plissé, il se donne l'air d'un vieux sage plein de bon sens. Dans son monde parallèle, il croit ressembler à Richard Gere. Il y a longtemps, les Guignols de l'info avait presque réussi à rendre sa bêtise sympathique et rassurante. Opportuniste, girouette revendiquée, ultra-libéral méprisant la population, François Bayrou est pourtant l'archétype de ce que la politique produit de pire dans notre pays. C'est désormais notre Premier ministre. L'occasion de faire un petit récapitulatif de tous les désastres qu'il a défendus pendant sa longue carrière, qui préfigurent malheureusement les prochains qu'il veut nous imposer. Mais nous saurons lui résister collectivement.

« Toutes les conditions sont réunies » pour un « maintien » du villiériste Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, lit-on ce matin dans la presse. Ah bon ? Les mêmes médias s'évertuaient pourtant il y a encore quelques jours à nous expliquer que Bayrou était une personnalité du centre, capable de réunir la gauche et la droite « de gouvernement ». Le PS et Les écologistes se sont d'ailleurs empressés d'aller papoter avec lui, avant de sortir « décontenancés » de ces discussions. Si c'est pour juste reconduire Retailleau, soit la personne la plus à droite du précédent gouvernement, à quoi sert ce remaniement ? Et plus précisément à quoi ça sert de recycler Bayrou, ce vieux dinosaure de la politique, qu'on croyait définitivement fossilisé ?

(...)

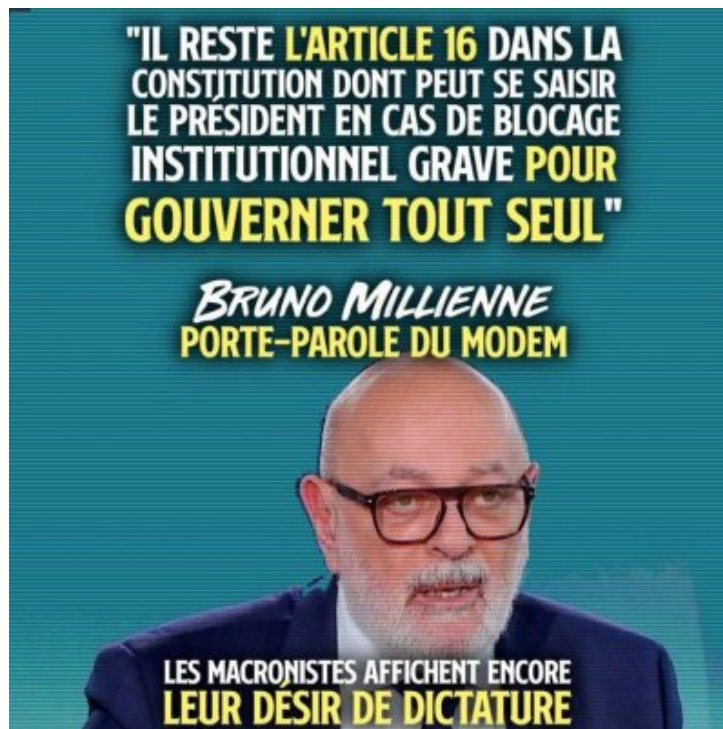
Il se fait le chantre du ni droite ni gauche, du pragmatisme, du refus de l'idéologie, tout en ne proposant que des attaques contre notre modèle social, et piochant ses idées exclusivement dans la doxa de la droite.

(...)

Ses obsessions : le Code du travail et les dépenses publiques {{}}

(...)

Ne nous y trompons pas, ce personnage télévisuel de vieux politicien qui a perdu la boule ne doit pas nous faire oublier la violence sociale qu'il nous prépare, si nous ne l'arrêtons pas. Son projet est en tous points semblable à celui d'Emmanuel Macron, et c'est bien pour cela qu'il a été nommé et qu'il faudra se mobiliser contre son gouvernement, quelle que soit sa composition, sans attendre sa probable future censure. Si la bourgeoisie n'a plus que ce vieux débris en poche, c'est vraiment qu'elle n'a plus aucune cartouche. En dégageant Bayrou, nous dégagerons tout son vieux monde avec lui.



Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

Les macronistes affichent (encore) leur désir de dictature

À l'origine, Macron et son clan ont été vendus par les médias dominants comme de doux centristes démocrates, de raisonnables modérés. Ils resteront pourtant dans l'histoire comme les dirigeants les plus autoritaires depuis des décennies, comme les artisans du chaos et de la violence politique décomplexée, les responsables du pillage des richesses.

Prenez Bruno Millienne, un macroniste fanatique, porte-parole du Modem, le micro-parti de Bayrou, et proche du nouveau Premier Ministre.

Interrogé le 24 décembre sur BFM TV, il réagissait ainsi à propos du risque d'une nouvelle motion de censure contre le gouvernement : « Je compte un peu sur l'esprit de responsabilité des uns et des autres ». Dans leurs bouches, le mot « responsabilité » est synonyme de l'impunité totale chez les puissants. Plus ils sont irresponsables, menteurs et voleurs, plus ils appellent à la « responsabilité » de ceux qu'ils dirigent. À chaque mouvement social, c'est le même refrain : il faut rester « responsables ». Pendant l'immense mouvement social contre la réforme des retraites en 2023, Millienne avait aussi traité les députés de gauche de « jean-foutre ».

Millienne poursuit : « Vous voyez bien que si jamais il y a une nouvelle motion de censure et qu'elle est votée, on plonge à nouveau le pays dans le chaos [...] le Rassemblement national et Jean-Luc Mélenchon jouent la carte du chaos perpétuel ». **Étonnant, jusqu'ici on pensait que les responsables de la crise institutionnelle étaient ceux qui, au pouvoir, bafouent systématiquement les résultats électoraux et les attentes de la population depuis des années. Le macronisme a construit un monde parallèle déconnecté du réel.**

Enfin et surtout, Millienne ajoute, menaçant : « Il reste un article dans la Constitution qui est l'article 16 dont peut se saisir le président en cas de blocage institutionnel grave, pour finalement gouverner tout seul ».

L'Article 16 est une mesure de la Cinquième République qui donne les pleins pouvoirs au président. Il permet d'instaurer une période de dictature sensée être temporaire. Cet article exceptionnellement grave est en principe prévu en temps de guerre. Il n'a été utilisé qu'une fois, par De Gaulle, lorsque des généraux fascistes ont tenté de renverser la République pendant la guerre d'Algérie, en 1961. Mais cet Article n'est pas prévu pour résoudre une crise politique, il est réservé aux situations où « les institutions, [...] le territoire [...] sont menacées d'une manière grave et immédiate ». Ce n'est pas le cas.

Les propos de Bruno Millienne pourraient donc être considérés comme la menace négligeable et irréaliste d'un illuminé. Pourtant, le pouvoir installe depuis des mois cette petite musique. Un petit bruit de fond dictatorial, l'air de rien.

« En cas de débordements après les élections, Emmanuel Macron pourrait activer l'article 16 de la Constitution » titrait déjà le 19 juin le média de Bolloré Europe 1, ajoutant « Emmanuel Macron a discuté de cette hypothèse avec plusieurs proches ».

Évidemment, l'Élysée s'était empressé de démentir cette information. Mais le gouvernement et Europe 1 savent parfaitement ce qu'ils font. Ils habituent l'opinion à une mesure d'exception, ils font exister cette hypothèse dans les esprits. Ce n'est plus impensable, c'est une possibilité.

En politique, on appelle cette méthode un « ballon d'essai ». Un dirigeant fait une annonce extrêmement violente pour voir le résultat. Et s'il n'y a pas trop de réactions, il sait qu'il pourra l'appliquer plus tard.

Ces derniers mois, par exemple, des responsables politiques, dont François Bayrou, ont appelé plusieurs fois Macron à modifier la Constitution pour lui permettre de se présenter pour un troisième mandat. On a aussi entendu de la part des Ministres l'idée de rétablir le service militaire, et autres idées inquiétantes lancées « comme ça », pour voir.

Avant cela, l'usage du QR code lors de la pandémie a été annoncé comme une « possibilité » avant d'être mis en place pour de bon. C'était aussi le cas de la réforme des retraites : Macron avait promis de ne jamais toucher aux retraites, puis cette réforme avait été annoncée petit à petit par des échos médiatiques, puis reportée et démentie, pour être finalement imposée à toute vitesse, par 49.3, contre l'avis de l'immense majorité des français.

Autre ballon d'essai en 2018 : envoyer l'armée contre les Gilets Jaunes. L'ancien Ministre Luc Ferry avait même réclamé que les soldats « tirent à balles réelles » sur les manifestants. Depuis, la répression des luttes sociales continue de se militariser progressivement. À chaque fois, ce genre de provocations sert de test, c'est une façon machiavélique de préparer l'opinion.

En juillet 2023, juste après la grande révolte provoquée par l'assassinat de Nahel, Emmanuel Macron déclarait aux maires reçus à l'Élysée qu'il envisageait de « couper » les réseaux sociaux, en cas de nouveaux épisodes révoltes. Il proposait : « On a pu le voir, quand les choses s'emballent pour un moment, se dire : on se met peut-être en situation de les réguler ou de les couper ».

L'annonce avait créé la polémique, et le service de communication de l'Élysée avait rétro-pédalé, en prétendant qu'une telle mesure n'était pas à l'ordre du jour, tout en admettant que « le Président pensait davantage à une suspension ponctuelle et temporaire des réseaux sociaux ». **De fait, la mesure a été appliquée en Kanaky depuis le printemps dernier. La France est le seul pays occidental où un réseau social, TikTok, a été totalement coupé sur un territoire.**

Un dernier exemple : Macron avait évoqué la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée dès 2022. L'idée paraissait folle, et avait ensuite été démentie. Jusqu'au mois de juin 2024, où Macron a finalement activé cette bombe institutionnelle, qui plonge la France dans l'incertitude et amène l'extrême droite aux portes du pouvoir.

Ne sous-estimons pas l'hubris de Macron. Cette histoire d'article 16 n'est pas anecdotique. Faire fuiter cette idée à dessein dans les médias, la brandir comme une menace, avant de la démentir... Pour mieux passer à l'acte au moment venu si nous relâchons notre vigilance ?

► source, avec liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/12/26/les-macronistes-affichent-encore-leur-desire-de-dictature/>



Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

Philippe Tabarot : un néolibéral furieux à la tête des transports

« **Soyez fiers d'être des amateurs** », avait déclaré Macron à ses députés qui avaient voté contre l'allongement des congés pour les parents ayant perdu un enfant, en 2020. « **Amateur** » est synonyme d'inhumain, dans la langue du pouvoir. Illustration avec Philippe Tabarot, le nouveau Ministre des Transports.

Amateurisme d'abord : ce politicien a découvert qu'il était nommé Ministre en regardant la télévision, le 23 décembre. « Je savais que mon nom avait circulé, mais je n'avais eu aucune confirmation. J'ai regardé comme des millions de Français [le porte-parole de l'Élysée] annoncer la liste du gouvernement sur le perron de l'Élysée ». Et c'est ainsi qu'il a appris qu'il allait diriger un ministère aussi important que celui des transports, comptant des centaines de milliers d'agents et avec des dossiers aussi stratégiques que l'avenir du rail, la construction de l'autoroute A69 et plus largement l'avenir du transport routier, les enjeux environnementaux...

Inhumanité ensuite. Le soir de Noël, Bruno Rejony, cheminot de 52 ans, s'est suicidé en sautant de la cabine du train qu'il conduisait et qui reliait Paris à Saint-Étienne. Lorsqu'on se donne ainsi la mort sur son lieu de travail, surtout lors d'une date aussi symbolique, c'est qu'il y a un grave problème avec son travail. Bruno était syndicaliste à la CGT, militant infatigable et père d'un enfant autiste. Son décès brutal a choqué toute la profession. De façon unanime, ses

collègues ont déclaré que « la famille des cheminots est en deuil ».

On pouvait attendre une réaction digne de la part du nouveau Ministre des Transports. Un hommage, du respect, un mot pour la famille du défunt et ses collègues. Il n'y a rien eu de tout cela. Philippe Tabarot a préféré donner une interview à la chaîne d'extrême droite Cnews, et a sorti : « Ça aurait pu être plus grave s'il avait souhaité faire dérailler son train ». Voilà, c'est tout ce qu'il a trouvé à dire. C'est un crachat sur la mémoire du cheminot.

Anasse Kazib, syndicaliste à la SNCF, réclame comme d'autres la démission du Ministre suite à ses propos, et s'adresse à lui en ces termes : « Je ne sais pas si vous vous rendez compte du choc d'apprendre dans quelles conditions notre collègue a mis fin à ses jours, un soir de Noël, et ce que cela signifie profondément. Qu'un conducteur saute en marche, à pleine vitesse, de sa cabine pour en finir avec la vie... Et vous êtes là à nous parler de retard de train ».

Il rappelle aussi au Ministre : « Cela montre en plus que vous ne connaissez rien à la SNCF pour croire qu'on fait dérailler un TGV comme ça ». En effet, les TGV sont équipés de systèmes de sécurité : le conducteur doit réagir très régulièrement dans sa cabine, sans réponse, un freinage d'urgence est immédiatement enclenché. Bref, l'intégralité des propos du Ministre sont indignes.

En se penchant sur son CV, cela n'a rien d'étonnant. **La vie des cheminots et des agents du service public indiffère profondément Philippe Tabarot. Ce sénateur Les Républicains, né dans la cossue ville de Cannes, est partisan d'une ligne ultra-sécuritaire dans les transports. Ces derniers mois, il a déposé une proposition de loi visant à améliorer l'arsenal répressif dans les transports. Ce projet vise notamment à généraliser la vidéosurveillance algorithmique, à exclure les sans-domicile des gares, à créer de nouveaux délits comme celui « d'oubli » d'affaires dans un train et « d'incivilité habituelle » à l'égard de la police des transports, ou encore à ajouter toujours plus de forces de l'ordre sur le réseau. La loi est jugée inapplicable et liberticide par la gauche.**

Maintenant qu'il est Ministre, ce texte est « l'un de ceux que je compte porter en priorité, parce qu'on sait que la sûreté dans les transports, c'est la première préoccupation » a-t-il déclaré. On imaginait que la première préoccupation était la fermeture des petites gares, la désertification des campagnes par le réseau ferroviaire, qui oblige les ruraux à être toujours plus dépendants de la voiture, ou encore le manque de transports en commun efficaces dans les villes. Mais dans le monde parallèle de ces bourgeois de droite extrême, le seul mot qui compte est celui de répression.

Philippe Tabarot a aussi été rapporteur au Sénat d'un texte visant à limiter le droit de grève dans le ferroviaire

Philippe Tabarot a aussi été rapporteur au Sénat d'un texte visant à limiter le droit de grève dans le ferroviaire avant les Jeux Olympiques. Cette attaque inédite contre le droit des travailleurs des transports avait suscité une vive colère des cheminots. D'autant qu'il s'agissait d'un test pour étendre les restrictions du droit de grève au-delà des trains. Tabarot a d'ailleurs multiplié les déclarations anti-grève ces dernières années.

Le nouveau Ministre est aussi un ardent défenseur de la privatisation du rail, projet qu'il a porté dans sa région, pour la ligne de TER Marseille-Nice. Ainsi, il a assuré vouloir « continuer » l'ouverture à la concurrence de la SNCF. « Les régions sont en train de s'apercevoir qu'elles ont tout intérêt à ouvrir leur réseau à la concurrence parce que ça permet d'augmenter l'offre (...) au même niveau d'investissement pour la collectivité », a-t-il soutenu. C'est totalement faux.

Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

La privatisation du rail dans les années 1980 en Angleterre a provoqué à la fois une explosion des prix des voyages en train et une détérioration des services. À tel point que, même dans ce pays très libéral, le gouvernement envisage désormais de renationaliser le transport ferroviaire. Les droitards, toujours à rebours de l'histoire.

Cerise sur le gâteau, le nouveau Ministre des Transports a signé une proposition de loi visant à « créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables ». Autrement dit, permettre aux mairies de ne pas aménager de voies pour les cyclistes, et donc encourager la toute puissance de la bagnole.

Méprisant pour la vie des cheminots, anti-grève, obsédé par la répression, lobbyiste de la voiture, partisan de la privatisation du rail et arnaqueur

Mardi, Libération révélait que Philippe Tabarot est aussi un riche assisté de la République, qui a empoché des fortunes d'argent public : 135.000 euros en 2016 et 138.000 euros en 2017. Des rémunérations dingues grâce au cumul de plusieurs mandats et d'emplois fictifs.

Sénateur très bien payé, vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec plus de 40.000 euros par an de 2015 à 2021, Philippe Tabarot a aussi été collaborateur de la mairie du Cannet, une petite ville des Alpes-Maritimes... dont la maire n'est autre que sa soeur : Michèle Tabarot. La frangine lui a offert un poste surpayé qui lui a rapporté 94.000 en 2018 et près de 98.000 euros en 2019, pour des postes de responsable d'un groupement d'intérêt public et de « chargé de communication ».

L'affaire est tellement grosse que le Parquet national financier enquête sur « la réalité de son travail dans cette structure », qui ressemble à une énième escroquerie familiale de la bonne bourgeoisie de droite avec l'argent des impôts.

Méprisant pour la vie des cheminots, anti-grève, obsédé par la répression, lobbyiste de la voiture, partisan de la privatisation du rail et arnaqueur : ce Ministre est à l'image de la déliquescence de la classe politique. Sans avenir.

► source : <https://contre-attaque.net/2024/12/26/philippe-tabarot-un-neoliberal-furieux-a-la-tete-des-transport/>



Le gouvernement zombie de trop - A gauche, l'atonie avant décès ou l'attente d'un électrochoc ?

Darmanin fait déjà son show au Ministère de la Justice

Parmi le ramassis de déchets récolté par le camion-poubelle Bayrou afin de bricoler un nouveau gouvernement, on retrouve Gérard Darmanin. Et pas à n'importe quel ministère : Bayrou lui a confié l'un des plus stratégiques, celui de la justice.

Gérard Darmanin appartient à l'aile la plus extrémiste du camp macroniste

Gérard Darmanin appartient à l'aile la plus extrémiste du camp macroniste. Il vient de l'aile droite de l'UMP - ancêtre du parti Les Républicain. Il était proche du député Christian Vanneste, un homophobe notoire, il a participé à la Manif pour Tous, soutenu Sarkozy... avant de rejoindre le camp Macron.

Parmi ses faits d'armes en tant que ministre de l'intérieur entre 2020 et 2024 : il est le triste auteur de la loi immigration, furoncle de la Cinquième République, la loi la plus raciste depuis la France de Pétain. Il est également le responsable des centaines de blessé-es et traumatisé-es par les forces de l'ordre à Sainte-Soline, lors du mouvement pour défendre les retraites ou dans les banlieues françaises après la mort de Nahel.

Il a aussi tenté de dissoudre les Soulèvements de la terre et de multiples organisations musulmanes ou contestataires. Il avait en outre qualifié Marine Le Pen de « trop molle » par rapport à l'Islam. Plus récemment, il a soutenu le RN suite au procès qui menace la candidate d'inéligibilité.

Lors de ses premières prises de parole en tant que garde des Sceaux, Darmanin veut déjà occuper l'espace médiatique. Il a plaidé pour passer les gardes à vue de 48 à 72h pour les violences sexuelles aggravées et les féminicides, afin de mieux protéger les victimes, dit-il. Un effet d'annonce stupide qui n'aura aucun impact.

Les professionnel-les de la justice relèvent qu'en cas féminicide, il n'y a, logiquement, plus besoin de protéger une victime déjà décédée. C'est en amont qu'il faut agir, ce que la police ne fait quasiment jamais. D'autant que le coupable est généralement vite identifié dans ce genre d'affaire. Concernant les violences sexuelles aggravées, le délai de 72 heures existe déjà dans certains cas. C'est donc un coup de com', qui paraît indécent dans la bouche d'un homme doublement accusé de viol. Nous y reviendrons.

Autre mesure « phare » annoncée par le ministre qui veut « faire place nette » dans les prisons : la guerre aux terribles téléphones portables. Régler les problèmes de surpopulation des prisons, dont le taux d'occupation s'élève à 128,5% ? Très peu pour lui. Au contraire, il souhaite imposer l'exécution des courtes peines en prison. Autrement dit : entasser encore plus de pauvres dans des prisons surpeuplées.

À l'heure actuelle, certaines peines de prison de moins de 6 mois sont aménagées en port de bracelet électronique ou travaux d'intérêt général. Matthieu Quinquis, avocat au barreau de Paris et président de l'observatoire international des prisons (OIP) est catégorique : cela serait « une fabrique à récidive » avec « des conséquences désastreuses sur la vie des gens ».

Ces courtes peines de prison - comme toutes les peines de prison - frappent majoritairement les personnes racisées et les populations les plus pauvres. Passer quelques mois en prison, c'est perdre son emploi, son logement, ses liens familiaux. La prison n'est qu'un lieu de contrôle et d'enfermement pour les populations. **Rappelons en outre que la France est régulièrement épinglée par la justice européenne pour les conditions inhumaines dans**

lesquelles vivent les détenu-es.

Un violeur pour légiférer sur le viol

Parmi les dossiers que devra traiter Darmanin, on trouve notamment l'inscription du consentement dans la définition pénale du viol. Une blague de fort mauvais goût quand on sait que le Monsieur en question a un rapport plus que douteux avec la notion de consentement - un euphémisme pour dire qu'il s'agit d'un « violeur ».

Résumons : en 2017, une femme accuse Darmanin de l'avoir violée en 2009 dans une chambre d'hôtel alors qu'elle était chargée de mission au service des affaires juridiques de l'UMP. Elle l'accuse de l'avoir contrainte à un rapport sexuel en échange d'une lettre à transmettre à la Chancellerie pour nettoyer son casier judiciaire d'une condamnation de 2004.

Il aurait ainsi dit à la victime : « Vous aussi, il va falloir m'aider ». Une relation sexuelle non consentie et sous contrainte donc, et un abus de pouvoir certain. Le ministre reconnaît la relation sexuelle mais affirme quant à lui que la relation était consentie. L'avocate de la victime affirme qu'« il s'agit d'un « viol par surprise » et d'un rapport sexuel « extorqué », ni libre, ni consenti ».

Des échanges de messages ont été rendus publics. La plaignante répond à Darmanin : « Quand on sait l'effort qu'il m'a fallu pour baiser avec toi. Pour t'occuper de mon dossier ». L'actuel ministre de l'Intérieur lui répond alors : « Tu as raison je suis sans doute un sale con. Comment me faire pardonner ? » Ces messages sont assez explicites sur le niveau de consentement de la victime.

Pourtant l'affaire avait fini par un non lieu. Il faut préciser que le non-lieu ne correspond pas à une reconnaissance de l'innocence. Aucun procès n'a eu lieu. La décision de non-lieu est celle du juge d'instruction qui décide qu'il n'y pas suffisamment d'éléments pour que l'affaire soit en état d'être jugée devant un tribunal. Il rend alors une ordonnance de non-lieu, mettant fin au débat, sans aucune contradiction.

Une autre plainte avait été déposée à l'encontre de Gérald Darmanin pour des faits d'abus de faiblesse, pour avoir contraint une habitante de Tourcoing à des relations sexuelles en échange de l'obtention d'un emploi et d'un logement en 2015. Déposé en février 2018, la plainte a été classée sans suite dès le mois de mai 2018.

Et c'est donc ce Monsieur qui doit légiférer sur le consentement. Autant demander à Dominique Pélicot d'écrire une loi contre la soumission chimique. Ou à Éric Zemmour contre l'incitation à la haine raciale. Ou à Jean-Marie Le Pen une mesure contre le négationnisme. Vous avez compris.

Cette nomination, moins d'une semaine après le verdict des viols de Mazan, est une gifle pour toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles. Elle nous rappelle qu'à chaque fois qu'on fait un pas en avant, ce vieux monde pourri nous ramène 2 pas en arrière.

Les femmes, « grande cause du quinquennat » promettait Macron. Il est temps que tout ça dégage.

► source, avec des liens :

<https://contre-attaque.net/2024/12/28/darmanin-fait-deja-son-show-au-ministere-de-la-justice/>